10 PROPOSITIONS POUR LE RÉ-ENCHANTEMENT DÉMOCRATIQUE ET CITOYEN

Fabrique Spinoza

Think-tank du bonheur citoyen

Fabrique Spinoza, qui sommes-nous ?

Inspirée de la philosophie de Spinoza, née d'une double réalisation, d'une part que le bonheur est un sujet essentiel pour tous mais qu'il n'est pas traité, d'autre part que des connaissances scientifiques existent sur le bonheur mais sont méconnues, **la Fabrique Spinoza** a pour mission de réintégrer la notion de bonheur au cœur de nos sociétés en explorant ses déclinaisons de façon pluridisciplinaire dans les champs de l'éducation, du ré-enchantement citoyen et du travail.

La Fabrique Spinoza se compose de **l'Observatoire Spinoza** qui produit des savoirs impulsés par des citoyens pour inspirer la société, d'**Action Spinoza** la branche accompagnement qui guide les organisations pour les transformer, et de « **Passeurs du bonheur** » la communauté des bénévoles actifs qui agissent dans les territoires pour amplifier le mouvement. Elle est constituée de citoyens compétents et engagés civiquement, non partisans politiquement.

Créée en janvier 2011, la Fabrique Spinoza est une association non-lucrative - visant à favoriser le bonheur citoyen. Déclaré l'un des **12 principaux think-tanks français** par « Acteurs Publics », la Fabrique Spinoza est aussi Correspondant en France de « Wikiprogress », projet de mesure du bien-être sociétal hébergé par l'OCDE, et Coordonnateur d'une commission de l'ONU visant à déployer la résolution 065/39 sur le bien-être comme finalité du développement.
Son activité est régulièrement couverte par les médias nationaux et régionaux. A ce jour, la Fabrique Spinoza est suivie par plus de 20 000 abonnés et regroupe désormais plus de 1000 membres actifs - les Passeurs - en France et autres pays francophones (Bénélux, Suisse, Maghreb, Québec et jusqu'à Nouméa).

Contacts de la Fabrique Spinoza

Déléguée au Ré-enchantement Démocratique & Citoyen
gaelle.assier@fabriquespinoza.org

Observatoire Spinoza
observatoirespinoza@fabriquespinoza.org
117 rue de Charenton, 75012 Paris

www.fabriquespinoza.org

Démocratie et bonheur ? Vers le réenchantement citoyen

Concernés par la vaste thématique de la démocratie et de ses relations avec l'idée d'une société heureuse, des citoyens se sont organisés en un premier groupe de travail durant l'été 2014.

Lecteurs assidus, étudiants, chercheurs citoyens, penseurs engagés ont débattu et entamé la rédaction d'un document qui a servi de base aux 10 propositions de la Fabrique Spinoza pour les présidentielles 2017. En 2018, dans un pays intranquille où les citoyens s'organisent de toutes parts pour exprimer leurs idées, la Fabrique Spinoza a condensé l'ensemble des contributions citoyennes en 10 propositions pour le réenchantement citoyen en écho à ce « désenchantement démocratique » évoqué par Pierre Rosanvallon et qu'il nous paraît urgent d'enrayer. Ces propositions ont été déposées comme contribution libre dans le cadre du grand débat national le 15 mars 2019.

Nos 10 pistes pour une démocratie ré-enchantée

Ni utopiques ni empreintes d'une vision centrée sur le bonheur, ces propositions affirment que l'épanouissement des citoyens et donc de la vie démocratique s'ancrent dans des expérimentations concrètes et dans des changements de postures institutionnels. Principalement nourries de travaux déjà existants, ces 10 propositions pour le réenchantement citoyen constituent une voix citoyenne collectivement construite qui soutient des initiatives et des idées fortes dans lesquelles nos valeurs sont incarnées. Mais aussi, nous avançons et portons des propositions novatrices que nous souhaitons partager avec l'ensemble des acteurs de la société civile qui voudrait les explorer et les mettre en œuvre avec nous.

Ces propositions s'articulent en 3 temps : outiller et informer, garantir la reconnaissance et l'empowerment, et enfin, lancer l'expérience du pouvoir citoyen en concevant un nouvel indicateur du pouvoir d'agir des citoyens.

Simplifier et densifier les outils et l'animation de la vie démocratique, valoriser les structures de participation citoyenne déjà en place, inviter à développer des expériences concrètes en termes de scrutin

Proposition n°1 : Créer une plateforme gouvernementale unique dédiée à la vie citoyenne

Outil administratif, outil d'information sur la démocratie locale, régionale et nationale en œuvre, outil participatif utilisable par les individus et les collectivités et institutions pour lancer des consultations et recueillir des avis, idées et voix.

Proposition n°2 : Mettre en place des agoras citoyennes permanentes

Volet présentiel, de la vie citoyenne, espaces permanents dédiés à l'expression citoyenne, à l'échange d'idées et aux débats. Mobilisables temporairement par les pouvoirs publics pour partager les sujets démocratiques en cours de réflexion.

Proposition n°3 : Intensifier le soutien public aux Conseils citoyens

Pour ne pas réinventer de nouvelles structures participatives, valoriser les travaux des Conseils citoyens, augmenter leurs moyens et leur visibilité.

Proposition n°4 : Expérimenter en parallèle au scrutin majoritaire le scrutin au jugement majoritaire

Mettre en place des test locaux de scrutin au jugement majoritaire en parallèle des scrutins habituels pour comparer les résultats et décider en fonction des résultats de l'expérience des modes de scrutins les plus adaptés.

Placer l'information et la connaissance au cœur du processus démocratique : savoir et faire savoir ; informer, former, réguler l'information autour de la démocratie, accroître la qualité de la formation et l'accessibilité de la participation à la vie démocratique.

Proposition n° 5 : Soutenir et promouvoir le Fact-checking

Impulser une campagne nationale sur le fact-checking et soutenir financièrement les acteurs du fact-checking.

Proposition n°6 : Promouvoir et tester l'Année de Formation Universelle

Initier une réflexion gouvernementale autour de l'idée de l'Année de Formation Universelle et établir les conditions d'un test.

Proposition n°7 : Valoriser l'expérience démocratique

Inscrire dans la loi l'obligation de reconnaître la voix citoyenne et en augmentant le temps de débat avec les experts et les acteurs des thématiques soumises à la réflexion collective.

Proposition n°8 : Considérer la connaissance comme un élément clé de tous les dispositifs de participation

En mettant à disposition sur une page unique l'ensemble des avis et expressions citoyennes issus de dispositifs impulsés par les élus, et en densifiant la formation donnée aux citoyens participant.

En conclusion, deux propositions structurantes, pour refonder le rapport citoyen à la démocratie :

Proposition n°9 : Mettre en place une Assemblée citoyenne tirée au sort avec un mandat impératif relatif aux propositions du Grand Débat National

Nous soutenons avec enthousiasme la proposition formulée et publiée par Démocratie Ouverte et un important collectif d'innovateurs démocratiques, acteurs, chercheurs, et citoyens de créer dans les meilleurs délais une Assemblée citoyenne tirée au sort dont les avis seront pris en compte par le gouvernement et qui sera impliquée dans la co-construction d'une réforme constitutionnelle.

Proposition n°10 : Impulser la réflexion autour d'un indicateur du pouvoir d'agir citoyen

L'idée serait de mesurer et piloter le progrès d'une démocratie plus engageante avec la création d'un indicateur du pouvoir d'agir des citoyens fondé sur l'ensemble des participations citoyennes, qu'elles émanent de dispositifs initiés par les élus ou d'initiatives citoyennes associatives ou non. Nous appelons les think-tank, mouvements citoyens, élus et représentants des corps intermédiaires à prendre part à cette réflexion.

www.fabriquespinoza.org
http://bit.ly/RéenchantementCitoyen

Propositions pour le réenchantement citoyen

Dans le triptyque qui guide nos actions (Inspirer, Accompagner, Amplifier) nous avons commencé à réfléchir avec des citoyens aux moyens de développer une expérience démocratique positive et initiatrice d'une société collectivement transformée dans l'intérêt de tous. Convaincus que la participation, le développement et la multiplication des expériences démocratiques positives sont la voie de l'augmentation du réenchantement citoyen, les femmes et les hommes réunis par la Fabrique Spinoza, bénévoles, professionnels, tous engagés dans une réflexion sur la société et son lien étroit avec la démocratie proposent dix pistes à explorer et débattre pour le réenchantement citoyen. Non partisans, non spécialistes, non invités ni désignés comme tels par les acteurs de l'innovation démocratique, nous tenons à faire entendre nos voix citoyennes par ces dix propositions que nous nous engageons à soutenir et développer.

Une démocratie en crise, des innovations démocratiques en création :

En 1835, lorsque Alexis de Tocqueville décrit la démocratie représentative républicaine[1], il ne peut s'empêcher d'avouer sa crainte : il suffit de donner au peuple la souveraineté pour que celui-ci se désintéresse toujours davantage de la matière politique et civique. Dans une société devenue plus égalitaire et individualiste, le citoyen perd le goût de la concertation et le souci de l'intérêt général pour laisser ses représentants se préoccuper des affaires publiques.

Désaffection des français pour la chose publique ?

Alors que près de deux siècles d'exercice de la démocratie se sont écoulés, **nombreux sont aujourd'hui les indicateurs d'une véritable désaffection des français pour la chose publique** : niveau élevé d'abstention[2], défiance envers les institutions et les politiques[3], critiques envers le système partisan actuel[4]… Au regard de la conjonction de plusieurs crises (économique, sociale, sécuritaire), une certaine morosité s'est installée dans le paysage français actuel. De nombreux citoyens semblent considérer que leurs préoccupations ne sont pas prises en compte par les politiques, ce qui peut provoquer un sentiment d'impuissance et de désintérêt. Ce faible rapport de confiance entre représentants et représentés a contribué à rendre la participation sans intérêt, ennuyeuse, voire pénible pour un grand nombre : "*au fur et à mesure que nos sociétés voient la démocratie triompher dans*

---

1 Alexis de TOCQUEVILLE, 1835. De la démocratie en Amérique. PDF téléchargeable légalement sur le site des Classiques des sciences sociales.

2 51,29% d'abstention pour le premier tour des élections législatives de 2017 https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/les-resultats-par-vague

3 22% des français interrogés déclarent avoir confiance dans le gouvernement, selon le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF de janvier 2019

4 71% des français interrogés déclarent n'avoir confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner le pays, selon le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF de janvier 2019.

son principe, et ce de par le monde, ne cesse de naître et de renaître un sentiment diffus et latent de déception".[5]

Il semble que l'idée même de la représentation, point d'ancrage essentiel de nos démocraties, cristallise aujourd'hui nos questionnements. Considérée comme le moyen de pallier l'impossibilité d'une participation directe des citoyens dans le cadre des États-nations qui émergent à partir du XVIIIème siècle, autrefois menée par les notabilités, les grandes figures, puis par les organisations politiques et les syndicats, **la représentation serait actuellement en crise**. Pour Pierre Rosanvallon, elle souffrirait d'une insuffisance. En se limitant au temps de la seule échéance électorale, elle serait alors un mode "faible" du pouvoir citoyen. Si l'on estime que la volonté générale ne peut se constituer que grâce à toutes les "lumières" que la discussion, l'échange d'idées et la confrontation des opinions peuvent fournir à chacun, alors la démocratie représentative doit pouvoir laisser toute sa place à la délibération au-delà de l'élection. Comme le rappelait Émile Durkheim[6], la démocratie est bien le régime dans lequel l'État est *"étroitement en communication"* avec la nation.

Et pourtant, tant d'initiatives citoyennes et de solidarité

Pourtant, **nombreuses sont les initiatives locales, régionales, nationales, européennes, internationales, toutes inspirées par la volonté de promouvoir la modernisation des institutions existantes et de créer de nouveaux espaces de pratiques démocratiques**[7].
Les initiatives citoyennes, surtout quand elles sont encouragées et soutenues par les territoires et les institutions constituent les prémisses de cette "démocratie d'exercice" dans laquelle les citoyens peuvent s'approprier des institutions devenues intelligibles et ouvertes à tous.
En France, les partis et mouvements citoyens émergent depuis quelques années, qu'il s'agisse du Rassemblement citoyen, du mouvement Bleu Blanc Zèbre, des Colibris, de tant d'autres qui témoignent de la volonté d'être entendus, de « faire démocratie » en cohérence avec l'environnement, l'idée d'une société plus juste, solidaire et fraternelle.
Certaines initiatives citoyennes sont développées grâce aux Budgets participatifs qui essaiment dans les métropoles comme dans de plus petites communes. Hyper locales, elles portent néanmoins sur l'amélioration du vivre ensemble, qu'il s'agisse d'agriculture urbaine, de réhabilitation d'équipements sportifs ou de solidarité avec les sans-abris ou les migrants.
Le mouvement social des Gilets Jaunes initié spontanément par des citoyens en colère en novembre 2018 démontre que l'énergie citoyenne est un moteur collectif. Des françaises et des français, réunis et motivés par un sentiment d'injustice ont commencé par des rassemblements spontanés, des blocages, des manifestations dans de nombreuses villes. En février 2019 le mouvement suit son cours et se divise, se structure de façon plus politique ou radicale. Il n'entend pas se contenter des premières mesures prises par le gouvernement, ni du Grand Débat National[8] initié pour la première fois dans notre pays. Les sciences hu-

5 Pierre ROSANVALLON, 2015. Le bon gouvernement, Paris : Éditions du Seuil.

6 Émile DURKHEIM, Leçons de sociologie. Physique des mœurs et du droit, cours de sociologie dispensés à Bordeaux entre 1890 et 1900.

7 Elisa LEWIS, Romaine SLITINE, Le Coup d'état citoyen, ces initiatives qui réinventent la démocratie, la Découverte, Paris, 2016.

8 Site officiel du Grand Débat National : www.granddebat.fr

maines et politiques ont encore peu de recul, mais nous pouvons déjà retenir que pour un grand nombre de ces citoyens, une expérience sociale positive s'est forgée, comme en témoigne un article du journal Le Monde publié le 21 décembre 2018 *« Ici, il y a une alliance entre la recherche du bien et la recherche de liens, philosophe Guy, garçon de café à la retraite, autour du feu de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire). Des gens qui s'isolaient dans leur précarité, en se retrouvant, recréent du sens. Il y a une faim de vie. »*[9]

Le Brexit et les résultats électoraux d'une campagne désormais jugée mensongère, menée au titre d'intérêts personnels marquent l'histoire de l'Europe des institutions et des citoyens au même titre. Faire l'Europe après le Brexit et au moment où de nombreux pays, des partis politiques et des mouvements citoyens affirment leur vision critique de cette union pose question. L'Europe est peu présente dans notre vie citoyenne. Le taux d'abstention des votants inscrits pour les élections européennes de 2014 s'élève à 57.7%[10].

Qui sait aujourd'hui, s'il n'y est pas confronté dans sa vie personnelle ou professionnelle, ce que fait l'Europe et jusqu'où elle concerne notre quotidien ? Nous faisons déjà l'Europe et nous paraissons nous désintéresser de sa construction politique.

Des consultations citoyennes ont eu lieu à l'automne 2018. Selon le résumé du rapport publié par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP), elles ont réuni 70 000 participants au cours de 1082 événements. De partout, les citoyens participants expriment un désir de mieux connaître l'Europe et invitent les pouvoirs publics à s'investir en ce sens. Le climat, l'importance de la construction des politiques publiques et d'une réponse à la crise des migrants sont aussi des préoccupations largement présentes dans les comptes-rendus des consultations[11]. Quel visage prendra l'Europe aux prochaines élections en mai 2019 si nous y sommes indifférents ?

Pour autant, les français ne se désintéressent pas du reste du monde, il n'y a qu'à observer les chiffres relatifs aux « marches pour le climat » impulsées par de simples citoyens via les réseaux sociaux en 2018 : presque 100 000 personnes ont défilé dans toute la France à plusieurs reprises, 700 scientifiques ont lancé un appel pour faire face à l'urgence climatique[12].

En parallèle, le rapport « La France associative en mouvement »[13], publié par Recherches et Solidarités sur les créations d'associations en France et la vitalité du bénévolat recense 13 millions de bénévoles actifs, soit 25% de la population. Pour 83% des personnes inter-

---

9 Le Monde, 21/12/2018, Aline Leclerc « Certains « gilets jaunes » trouvent une « famille » sur les ronds-points » https://www.lemonde.fr/societe/article/2018/12/21/certains-gilets-jaunes-trouvent-une-famille-dans-leur-lutte-sur-les-ronds-points_5401011_3224.html

10 Résultats publiés sur le site du Ministère de l'Intérieur pour la France entière : https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Lesresultats/Europeennes/elecresult__ER2014/(path)/ER2014//FE.html

11 Consultations citoyennes sur l'Europe, Résumé : https://www.quelleestvotreeurope.fr/fileadmin/_TLEv3/Consultations-citoyennes/CONSULTATIONS-CITOYENNES-SUR-L-EUROPE-resume.pdf

12 L'appel des 700 Réchauffement climatique : «Nous en appelons aux décideurs politiques», https://www.liberation.fr/planete/2018/09/07/rechauffement-climatique-nous-en-appelons-aux-decideurs-politiques_1677176

13 Rapport « La France associative en mouvement », Recherches et Solidarités : https://www.associations.gouv.fr/IMG/pdf/la-france-associative-synthese-2018.pdf

rogées, le premier motif de l'engagement est « l'envie d'être utile à la société et d'agir pour les autres ».

En dépassant les clivages politiques, des projets ancrés avant tout dans le dialogue constructif et la compréhension des enjeux sociétaux offrent de nouveaux espaces de pensées collective. Le projet « Parlez-moi d'Europe Tour »[14] mené presque partout en France par Kawaa ou encore la méthode des débats délibératifs organisés par Europanova[15] montrent que la citoyenneté européenne continue de se co-élaborer en permanence.
Partout en Europe et dans le monde, des événements similaires se déroulaient. Qu'il s'agisse de transition énergétique ou de justice sociale, les citoyens se mobilisent et œuvrent avec créativité à la démocratie.

Le numérique, outil de l'essor des initiatives citoyennes et publiques

Les civic tech, sites web et applications, se sont déployées de façon foisonnante et offrent de nouvelles façons de tisser des liens avec les citoyens, de recueillir leurs idées, d'organiser des débats, de faire entendre les voix.
S'appuyant notamment sur les possibilités inédites qu'offre aujourd'hui le numérique, ces initiatives introduisent de nouvelles formes de procédures participatives élargissant le registre des prises de parole citoyennes. Ces dernières se présentent comme des moyens d'information et de dialogue entre représentants et représentés afin d'assurer le consentement des individus aux décisions prises sur les grands enjeux qui les concernent, à l'écart des logiques partisanes.

En 2017, le politologue et chercheur en sciences de l'information Clément Mabi propose une classification éclairée des enjeux de ces outils en quatre grandes familles[16]. **Les observateurs de la démocratie représentative**, qui « surveillent » le fonctionnement démocratique du pays (Regards citoyens, nosdéputes.fr, nossenateurs.fr) ; **des facilitateurs de dialogue** qui cherchent à recréer du lien entre élus et citoyens (Fluicity, Make.org, Politizr) ; **des mobilisateurs d'opinions** qui visent à faire pression sur les gouvernants (Open Democracy now) en train de se développer en France, et qui incluent également les outils de pétitions comme change.org ou Avaaz ; et enfin, un dernier groupe de civic tech, qu'il nomme « **hackeurs embarqués** » et « *dont l'objectif est de hacker au sens propre du terme, la démocratie, c'est-à-dire de participer à son fonctionnement pour le modifier de l'intérieur, en profitant de ses ressources.* » Il donne comme exemple la plateforme OpenMinistry de Finlande où les citoyens peuvent proposer des lois ou des débats au gouvernement.

Jurys citoyens, budgets participatifs, expérimentation de méthodes permettant aux citoyens de se présenter aux élections présidentielles et législatives, outils numériques d'information, de consultations publiques ou de suivi en temps réel des textes législatifs… autant d'initiatives qui prouvent que le sentiment d'être représenté mais aussi de pouvoir

14 Kawaa - Parlez-moi d'Europe tour : https://www.europe-direct-ppa.fr/parlez-moi-deurope-tour/

15 Europa Nova - Débats délibératifs

16 Clément MABI, la vie des idées « Citoyen hackeur Enjeux politiques des civic tech » https://laviedesidees.fr/Citoyen-hackeur.html#.XEtLKi18fIA.twitter

contribuer, par sa propre expérience, à la prise de décision collective, est bénéfique à la fois pour les personnes et pour la démocratie mais aussi pour faciliter le fonctionnement des services publics et des institutions. S'appuyant sur des élus convaincus mais aussi sur des citoyens engagés avant tout dans la thématique du vivre ensemble, de nombreux dispositifs émergent, portés en partenariat par les institutions publiques et la société civile.

En France, les budgets participatifs se sont multipliés dans les petites et grandes agglomérations, signe d'une valorisation de la participation citoyenne. Selon Antoine Bézard, fondateur du site lesbudgetsparticipatifs.fr, dans la note publiée par la Fondation Jean Jaurès *« Début 2014, seules six communes étaient encore engagées dans un budget participatif. Depuis, le nombre de ces villes a presque doublé chaque année. Fin 2014, elles étaient une dizaine ; 17 l'année suivante. En 2016, année de la première enquête nationale lesbudgetsparticipatifs.fr, le site recensait 26 communes engagées ; en 2017, 46. En cette année 2018, l'enquête analysée dans la présente note dénombre 80 communes.*

Redonner du pouvoir, éduquer, partager la connaissance : l'empowerment, condition de la participation citoyenne

La liberté, observée du point de vue de la citoyenneté résonne avec la notion «d'empowerment», plus évocatrice dans son acception anglaise que française de «capacitation».

L'empowerment désigne à la fois l'octroi d'un pouvoir d'action aux individus par les politiques en vue d'influer les conditions sociales, économiques, politiques et environnementales ; et le processus qui permet aux individus de prendre conscience de leur capacité d'action. «Capaciter», «empouvoiriser», c'est donc simultanément développer l'apprentissage du pouvoir et donner du pouvoir.

Dans le livre «L'empowerment, une pratique émancipatrice?»[17] Marie Hélène Bacqué et Carole Biewener, relient l'empowerment à trois formes de pouvoir pour les participants : le pouvoir *de*, le pouvoir *sur*, le pouvoir *avec*.

Chaque dispositif de démocratie participative interroge l'articulation de l'action individuelle à l'action collective, et participe à l'idée d'un tout plus puissant que la somme des participations par sa dimension collectivement partagée. Si de nombreux écrits critiquent les dérives de la démocratie participative et questionnent la pertinence de la participation citoyenne dans des contextes limitatifs, nous pensons au contraire qu'il faut améliorer l'expérience démocratique et la valoriser et non déléguer entièrement la chose publique à des représentants de façon exclusive.

L'empowerment est déjà présent dans au moins trois formes existantes de politiques publiques:

- un grand nombre de dispositifs participatifs tels que les budgets participatifs et les conférences citoyennes où sont combinées les différentes formes de pouvoirs (pouvoir *de*, pouvoir *sur* et pouvoir *avec*)
- les projets territoriaux qui associent les habitants à la conception des espaces publics et des aménagements urbains, lorsque leur avis est réellement pris en compte (pouvoir *avec)*
- les tiers-lieux où des entreprises privées s'associent aux pouvoirs publics et aux associations pour animer des espaces de travail et de loisirs (pouvoir *avec*)

17 Marie Hélène BACQUE, Carole BIEWENER, « L'empowerment, une pratique émancipatrice ? », La découverte/Poche, Paris, 2015.

Cependant, beaucoup reste à faire ! Faut-il rémunérer les citoyens qui co-construisent des projets avec des institutions territoriales ? Pour former les citoyens qui participent aux enjeux des débats proposés, ne faudrait-il pas augmenter les ressources et densifier le temps consacré aux dispositifs comme les conférences ou les jurys citoyens?
Selon Sherry Arnstein[18], à qui l'on doit « l'échelle de la participation » encore aujourd'hui considérée comme une référence pour un grand nombre de sociologues et de penseurs politiques, le niveau le plus élevé de la participation est celui du partenariat, de la co-élaboration.
C'est l'empowerment des citoyens et de toutes les instances qui les représentent, constitué d'un apport de connaissances, de rencontres, de débats, d'actions microscopiques et de projets macroscopiques qui constitue l'élan et le socle de la co-construction nécessaire du monde sobre et heureux de demain.
Démunis face aux bouleversements économiques, politiques, sociaux et environnementaux de tous ordres, les citoyens présents et à venir sont nombreux à souhaiter «un changement». Ce changement démocratique doit porter le réenchantement par l'innovation publique et politique ainsi que par la reconnaissance et la valorisation des actions déjà portées par le monde associatif.

Et Spinoza dans tout ça ?

Pour le philosophe Baruch Spinoza, l'homme est heureux lorsque ses désirs résultent de causes adéquates, c'est-à-dire qui prennent en compte à la fois sa nature et sont examinés par sa rationalité. Cette forme d'épanouissement, puisée dans la maîtrise de ses passions propres s'articule à ce qu'il désigne sous le terme de « conatus »[19], une persévérance de tout être à augmenter sa capacité d'agir. L'augmentation de la capacité d'agir s'appuie sur la raison, la possibilité d'exercer un jugement éclairé qui fonde la liberté.
Dans le Traité Théologico-Politique[20], publié vers 1670, Spinoza dénonce les rapports entre l'Etat et la religion, rappelle que la politique et l'éthique ne peuvent être dissociées, et expose les vertus de la démocratie en argumentant notamment que dans un tel régime, l'absurdité peut rarement l'emporter contre la raison. Le rôle de l'Etat est de faire de chaque homme un sujet libre, en le libérant de la crainte et en lui permettant d'acquérir la liberté de penser au sens propre, à savoir, la possibilité de raisonner. La nature humaine est traversée de passions, individuelles et collectives, ressemblantes et différentes, qui se conjuguent au mieux dans un système où l'imagination sociale permet le consensus : la démocratie. Spinoza affirme ainsi que la paix au sein d'un état démocratique ne peut se fonder que sur la liberté de penser des individus, condition de leur liberté d'agir avec raison.

Le regard que nous offre Spinoza sur la réalisation des individus, apporte des clés afin d'envisager autrement la participation politique dans un cadre démocratique. Dans cette perspective, la participation citoyenne constitue une garantie de l'éthique politique puisqu'elle implique les citoyens dans la délibération et la construction des décisions. La liberté

---

18 Cette experte américaine de l'action sociale de terrain a analysé les opportunités réelles offertes aux citoyens dans les dispositifs dits participatifs. https://fr.wikipedia.org/wiki/Participation_(politique)

19 Wikipedia, « Conatus » https://fr.wikipedia.org/wiki/Conatus

20 Baruch SPINOZA, « Traité théologico-politique », traduction de Charles Appuhn, Flammarion GF, Paris, 1965

impliquée par la puissance d'agir est fondatrice d'un idéal social unificateur, car l'homme démultiplie sa puissance d'action au contact de ses rencontres et notamment dans le partage de ses idées.

Le réenchantement citoyen ? Des valeurs fortes

La Fabrique Spinoza souhaite contribuer à l'émergence de solutions adaptées, innovantes et partagées pour apporter plus de participation, d'empowerment, de transparence et de légitimité à la décision publique. Le projet est d'envisager la démocratie comme une expérience positive offerte aux citoyens, dans laquelle ils ont la possibilité de se révéler, d'agir et de s'épanouir. Nous souhaitons nous interroger sur toutes les innovations qui leur permettent de (re)trouver une relation positive à la vie politique et d'atteindre le "bonheur démocratique".
Derrière ce projet, nous sommes inspirés par des convictions, des valeurs que nous voulons porter :

- **La confiance :** notre régime républicain repose sur l'adhésion à un ensemble de valeurs collectives fondamentales et sur la confiance des citoyens dans leurs institutions. Il doit prendre en compte les exigences nouvelles de la société pour prévenir le risque d'une remise en cause du contrat social et éviter que les citoyens ne se détournent de la vie démocratique. Pour éviter à tout prix le sentiment de confiscation, la mise à distance, l'ignorance, il s'agit de rétablir une relation démocratique équilibrée entre gouvernés et gouvernants, les premiers ayant à leur disposition l'information et les outils nécessaires à la connaissance et à un savoir critique des enjeux de leur société, les seconds étant contraints de faire circuler l'information, de justifier les politiques menées et d'être conscients du caractère éphémère qui doit être celui de cette position de gouvernant.

- **L'inclusion :** le sentiment individuel d'avoir sa place et d'être reconnu par autrui est essentiel. D'une part, on ne peut réduire chaque individu à une catégorie ou bien le stigmatiser, et d'autre part, la prise de décision doit pouvoir laisser s'exprimer toutes les volontés, autrement dit, la population française dans toute sa diversité sociale, culturelle, géographique, idéologique, etc. Nous considérons que cette diversité constitue la richesse de notre société, une source d'inspiration pour grandir, innover, et s'adapter à ce monde en constante évolution.

- **La participation, qui est aussi le partage :** tous les citoyens partagent la capacité de politiser ; le travail conjoint de délibération, l'intelligence collective, permettent de répondre aux enjeux de la collectivité, de le projeter dans l'avenir par la force d'instruments de pensée, de dialogue.

- **La dialectique,** dans son acception héritée de la philosophie grecque, à savoir un principe, qu'il est possible d'ériger en méthode, de confrontation des idées pour atteindre une "vérité" plus riche. En démocratie, l'invitation au dialogue doit être permanente et contribuer à la co-construction des politiques avec et pour les citoyens. L'expérience démocratique issue de ce dialogue est une condition importante du réenchantement citoyen, elle doit être considérée comme une aspiration et un catalyseur de changement.

Les éclairages de la science du bonheur

Un certain nombre de données et de recherches nous montrent que le bonheur est lié à une démocratie dans laquelle les citoyens participent, sont engagés et ont un sentiment d'appartenance à la communauté.
La science du bonheur révèle en effet cinq liens principaux avec la démocratie : l'engagement, le locus de contrôle et la résignation, le lien social, la confiance, et la liberté.

- L'**engagement** : plusieurs travaux nous montrent que plus grande est l'implication sociale, plus grand est le bonheur des citoyens[21], et qu'une plus grande capacité d'engagement favorise le bonheur[22]. Une autre étude[23] (Tolbert, 1998) montre notamment à partir de données venant de plus de 3000 comtés américains que l'engagement civique, surtout local, contribue de manière forte à des résultats socioéconomiques positifs. Sans même se référer à ces études en particulier, il semblerait logique que l'engagement favorise le bonheur individuel, compte tenu d'une des dimensions connues du bonheur : le bonheur eudémonique. Celui-ci correspond au sens qu'un individu donne à sa vie, à ses actions. Cela implique qu'un engagement pour un intérêt plus grand que l'intérêt individuel participe à une tendance vers le bonheur par l'apport de sens.

- Le **locus de contrôle** et la **résignation** : la psychologie définit le concept de locus de contrôle comme la croyance d'une personne sur ce qui détermine sa réussite ou non dans une activité ou dans sa vie en général. Les personnes qui pensent que leur sort est déterminé par elles-mêmes ont un locus dit interne. Un locus dit externe correspond à la croyance que son sort est déterminé par des facteurs extérieurs, hors de sa portée. Le locus interne est fortement lié à l'épanouissement[24] ; inversement, le locus externe constitue une forme de résignation et est corrélé à un moindre bonheur. Dans ce contexte, le sentiment de pouvoir influer sur la vie politique de la cité rendrait plus heureux. Malgré une inévitable distance, et la nature indirecte de la participation démocratique, le sentiment d'influence sur la vie démocratique doit pouvoir se manifester, si ce n'est dans les décisions de représentation, dans une participation plus directe aux décisions collectives.

- Le **lien social**, qui se révèle être le vecteur le plus important du bonheur : d'après l'étude Grant[25] réalisée sur une période de 75 ans, une vie plus heureuse est favorisée par la qualité relations construites et entretenues avec les autres. Bien entendu, le lien social fait référence ici aux liens de proximité, et les liens sociaux les plus forts (famille, amis) sont plus importants que la quantité de liens. Mais il semblerait qu'une société dans laquelle la démocratie est en bonne santé favoriserait le lien social et

---

21 Ruth VEENHOVEN, 1997. "Progrès dans la compréhension du bonheur", Revue québécoise de psychologie, vol. 18, n° 2.

22 Anne BRAULT-LABBÉ, Lise DUBÉ, 2009. "Mieux comprendre l'engagement psychologique : revue théorique et proposition d'un modèle intégratif", Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale, 1/2009 (Numéro 81), p. 115-131.

23 Charles M. TOLBERT, Thomas A. LYSON, et Michael D. IRWIN, 1998, Local capitalism, civic engagement, and socioeconomic well-being. Social Forces, vol. 77, no 2, p. 401-427.

24 Paolo VERME, 2009. "Happiness, freedom and control", Journal of Economic Behavior & Organization 71:146-161.

25 Robert WALDINGER, What makes a good life? video : https://www.ted.com/talks/robert_waldinger_what_makes_a_good_life_lessons_from_the_longest_study_on_happiness

serait donc plus propice au bonheur. Patrick Viveret, à l'occasion d'une conférence sur le thème de la fraternité[26] va même plus loin en faisant le lien entre la fraternité et la joie de vivre. Il s'agit même pour lui d'un enjeu majeur qui n'est pas simplement de l'ordre de l'intime mais qui s'inscrit profondément dans l'ordre sociétal, l'ordre politique au sens de la société humaine.

- La **confiance** : d'après d'autres études conduites à partir de données du Gallup World Poll, il y a une forte corrélation entre le sentiment de pouvoir faire confiance et le bonheur[27]. En France, les données sur la confiance se rejoignent : les Français ont une certaine méfiance par rapport à d'autres individus (une note de 4.4/10 est attribuée en moyenne au sentiment de pouvoir faire confiance selon l'Indicateur Trimestriel du Bonheur des Français). Il est de l'avis des auteurs de cette recherche qu'une société démocratique produit aussi davantage de confiance entre ses concitoyens.

Et maintenant, le réenchantement ?

La représentativité est au cœur des débats sur les limites et l'avenir de nos démocraties. La démocratie participative est un atout majeur pour notre démocratie représentative, elle permet d'une part aux représentants élus et à l'exécutif de tenir compte des avis et des idées au-delà de la seule "opinion" esquissée par les sondages. L'abstention électorale n'est pas qu'un signe de désertion de la question politique, elle marque aussi la distance de ceux qui ne veulent plus se contenter de voter.

Nous nous réengageons à explorer, accompagner et, rassembler citoyens et institutions au travers de 10 propositions. Inspirées par les penseurs et acteur de la démocratie, de l'empowerment, de la participation citoyenne et de la gouvernance ouverte, par la philosophie de Spinoza, débattues avec les citoyens dans nos ateliers et rencontres, ces propositions contribuent selon nous à enrichir le débat national en cours, et constituent une invitation à continuer de faire vivre ensemble (citoyens, associations, institutions) notre démocratie.

---

26 Patrick VIVERET, "Fragilité et Fraternité" vidéo https://www.youtube.com/watch?v=odJGaUa7HjQ

27 John F. HELLIWELL, Shun WANG, 2011. "Trust and Well-Being", International Journal of Wellbeing, Vol. 1, No. 1, pp. 42-78.

Proposition n° 1

Créer une plateforme gouvernementale unique dédiée à la vie citoyenne

Les nouvelles technologies ouvrent la voie d'une facilitation efficace de la vie des citoyens (démarches en ligne, dématérialisation, amplitude horaire, accessibilité), et un grand nombre de territoires ont entamé cette révolution administrative. En parallèle, les civic tech ont pris d'assaut le terrain de la démocratie participative en proposant des outils d'expression, de concertation et de co-création séduisants et susceptibles d'atteindre des citoyens distants de la vie démocratique.

Proposition :

A l'instar du compte unique parisien qui permet, via de simples redirections de faire sa demande de renouvellement de carte d'identité en ligne, de consulter le programme d'activités culturelles de la ville, d'inscrire son enfant à l'école ou dans des activités hors temps scolaire, de voter au budget participatif, nous pensons que le gouvernement peut permettre à chacun d'associer vie administrative et vie démocratique sur une seule et même plateforme.

Cette plateforme aurait pour double effet de gommer la fracture numérique territoriale en permettant aux communes qui n'en n'ont pas les moyens de bénéficier d'une interface digitale, et d'augmenter l'accès à la transparence et à l'information sur la vie démocratique via une page dédiée à l'expression citoyenne ou aux dispositifs participatifs en cours dont les modalités et interfaces resteraient le libre choix des collectivités territoriales.

L'objectif de cette mesure est de donner au citoyen les moyens de s'informer sur la vie institutionnelle et la possibilité de s'impliquer dans les décisions publiques, au niveau local et national.

Il s'agit d'associer la dimension informative des sites publics existants et l'interactivité offerte par certaines innovations politiques au sein d'une seule et unique plateforme offrant au citoyen la possibilité :

- de s'informer sur la vie institutionnelle et son actualité (sur le modèle viepublique.fr)
- d'interagir en direct avec ses élus (sur le modèle Questionnezvosélus.org)
- de disposer d'outils d'aide au vote (sur le modèle Voxe.org comparateur) et de participer à la construction du programme du candidat (modèle laprimaire.org).
- de co-construire les lois et les décisions (modèle Parlement-et-citoyens.fr, OpenMinistry en Finlande, ou encore le site budgetparticipatif.paris.fr) ;
- d'organiser des consultations sur des projets locaux (vote électronique) et de permettre le financement participatif par ce biais (modèle citizeninvestor aux USA).
- d'investir son temps libre au service de la collectivité, puisque la plateforme leur permettra de connaître les besoins ponctuels des associations et de s'investir dans leurs différents événements (modèle jemengage.paris.fr)

L'objectif est donc de construire une plateforme INTELLIGENTE, INFORMATIVE et INTERACTIVE

Proposition n°2

Mettre en place des agoras citoyennes permanentes

Promues par le Parlement européen, par des associations, des think-tanks et par certaines villes, peu d'agoras existent toutefois et quand c'est le cas, elles sont temporaires (agora du budget participatif de la ville de Paris), ou réduites à des enjeux locaux (politique de la ville).

Proposition :

En résonance avec la plateforme vie citoyenne, en lien avec l'ensemble des instances de la démocratie locale, cette agora citoyenne serait, de manière permanente, l'incarnation et la forme présentielle des débats locaux et nationaux où les citoyens pourront accéder à l'information, faire part de leurs interrogations, expérimenter le débat démocratique, rencontrer les acteurs politiques et administratifs de leur territoire et surtout, partager leurs idées pour une meilleure démocratie.

L'agora permet en effet de renouer le lien entre les citoyens et la démocratie à travers l'apprentissage et la pratique du débat et de la discussion politique, et contribue à l'empowerment des citoyens. L'agora citoyenne pourrait également être un sujet et un espace d'expérimentation de mise en place de "commun" au sens entendu par le "Mouvement des communs"[28], fondé sur l'idée qu'une ressource peut être gérée par l'ensemble de ses parties prenantes.

Les agoras :

• sont en priorité un lieu d'expérimentation, d'apprentissage du débat, de la délibération et de la démocratie. Elles correspondent à l'image populaire des agoras, c'est-à-dire, véritables "places du village" ouvertes, et rassemblant les citoyens à toute heure pour favoriser l'échange politique, dans son acception noble. Par sa configuration spatiale, chacun est libre de s'y rendre et la barrière sociale à l'entrée est minimale.

• sont un symbole de lieu d'expression publique libre. Les règles d'expression y sont inspirées de l'état de l'art sur la délibération citoyenne. Celles-ci sont insufflées par des associations actives dans le champ de la démocratie, par des facilitateurs publics, ou des représentants de la Commission Nationale du Débat Public.

• ne sont pas organisées mais s'organisent de manière spontanée et aussi fréquemment que possible. En complément de ces sessions "organiques", des sessions plus formelles sont organisées une à deux fois par an par un comité de pilotage territorial (communes, villes et départements, conseil de développement, conseil citoyen, conseils de quartiers), et animées par des facilitateurs.

• traitent - lors des sessions formelles - de sujets choisis pour moitié par le comité de pilotage et pour moitié par les citoyens qui les suggèrent en amont afin que les organisateurs puissent mobiliser des experts pour éclairer les débats si nécessaire.

---

28 Wikipedia "Communs" : https://fr.wikipedia.org/wiki/Communs

David BOLLIER, "La renaissance des communs, pour une société de coopération et de partage", Editions Charles Léopold Mayer, Paris, 2013.

• intègrent des événements festifs et conviviaux et donnent du sens à l'action sociale culturelle territoriale.

• peuvent donner lieu à des synthèses qui sont réalisées et analysées par le comité de pilotage et transmises au gouvernement afin de lister les sujets de préoccupation citoyens et les propositions issus des débats et rencontres.

Des sources d'inspiration :

Civic Hall à New York ; Espacio de cultura digital à Madrid.

Proposition N° 3

Intensifier le soutien public aux Conseils citoyens

Créés en 2014, les conseils citoyens[29] constituent une solution durable pour résoudre une double injonction : mieux associer les citoyens aux décisions et renforcer leur confiance dans les institutions. De ce fait, ces conseils sont au cœur de la démocratie. En formant les citoyens sur des enjeux politiques et en les mettant en situation de décision, ils rendent les habitants pleinement acteurs du bien-être commun. Bien que leur mise en œuvre soit un succès, il convient d'observer que leur diffusion est insuffisante. Moins de 60% des villes avaient installé leur conseil deux ans après le vote de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Le suivi de leur mise en œuvre fait également apparaître leurs limites en matière d'autonomie et d'efficacité.

Proposition :

Nous proposons d'encourager le développement des conseils citoyens, notamment par la valorisation de leur travail et par l'attribution de moyens supplémentaires : budgets, mise à disposition d'experts territoriaux pour la formation aux sujets sensibles, systématisation de la participation aux pilotages des actions territoriales et ouverture de la consultation par les élus notamment en matière d'innovation publique.

Ces conseils constituent la pierre angulaire de la co-construction, il faut également communiquer sur l'importance et l'efficacité de ces dispositifs en leur permettant de toucher un plus grand nombre de citoyens.

Nous suggérons de faciliter l'action de leurs représentants en améliorant les conditions d'insertion de ce mandat au sein de la vie des individus concernés, et de renforcer leurs prérogatives en incitant les acteurs et les élus à ne pas les cantonner aux sujets locaux.

29 Plateforme nationale des Conseils citoyens : https://www.conseilscitoyens.fr/

Proposition N° 4

Expérimenter en parallèle au scrutin majoritaire le scrutin au jugement majoritaire

La représentation politique est au cœur du processus électoral. L'écart entre les aspirations citoyennes et les actions politiques procède d'un mode de scrutin qui favorise les stratégies politiciennes et défait le bien-être commun : le scrutin majoritaire.

Deux exemples classiques illustrent ces dysfonctionnements :

- Le 21 avril 2002, Jean-Marie Le Pen est au second tour de l'élection présidentielle en raison de l'éclatement de la gauche et alors que 80 % des électeurs le rejettent.

- Lors de l'élection présidentielle américaine, près de 25% des Américains ont voté pour un candidat à la présidentielle car ils détestaient l'autre prétendant (et 32 % pour leur candidat avec de grandes réserves). Au total, 57% des électeurs ont donc voté sans adhésion réelle lors de cette élection (Source : CNN Exit Polls 2016)[30].

Le questionnement des modes de scrutin et de leur dérive est essentielle à l'apprentissage démocratique qui est permanent et qui doit être réciproque : les représentants élus par les citoyens et leurs électeurs sont concernés au même titre par l'expérience démocratique. Il est nécessaire d'expérimenter d'autres modes de scrutin pour pallier le désintéressement des citoyens, de remettre la question de la décision collective au cœur des débats.

Proposition :

Nous suggérons la mise en œuvre d'une expérimentation du mode du jugement majoritaire qui peut constituer un pas historique du gouvernement français à l'égard de ses citoyens.

L'expérience consisterait à doubler chaque scrutin majoritaire[31] d'un vote au jugement majoritaire afin que chaque partie prenante puisse observer les différences. Au terme d'une période expérimentale d'un minimum de cinq années, le mode du jugement majoritaire pourrait faire l'objet d'un référendum et être choisi ou délaissé par des citoyens et politiques éclairés.

Ressources :

Le jugement majoritaire, élaboré par Rida Laraki et Michel Balinski, consiste à évaluer l'ensemble des candidats à partir de 7 mentions : Excellent / Très bien / Bien / Assez Bien / Passable / Insuffisant / à Rejeter.

À l'issue du vote, chaque candidat obtient un certain pourcentage de chaque mention. Sa mention finale, appelée la «mention-majoritaire», est celle approuvée par au moins 50% des votants. Le vainqueur est le candidat qui obtient la meilleure mention-majoritaire. Si plusieurs candidats obtiennent la même, le vainqueur est celui qui obtient le plus de meilleures mentions et/ou le moins de pires mentions.

---

30 CNN Exit Polls 2016 https://edition.cnn.com/election/2016/results/exit-polls

31 Fabrique Spinoza, « Penser des modes de scrutin nouveaux pour résorber le malaise démocratique », Juin 2017, http://fabriquespinoza.fr/wp-content/uploads/2012/12/Penser-des-modes-de-scrutin-nouveaux-pour-r%C3%A9sorber-le-malaise-d%C3%A9mocratique.-Le-jugement-majoritaire-et-le-jugement-moyen.pdf

Ainsi, le scrutin au jugement majoritaire implique :

• que la présence de "petits candidats" ne perturbe pas le résultat final (on évite le paradoxe d'Arrow : le résultat de l'élection change si l'on rajoute ou retire un "petit candidat"). Contrairement au scrutin majoritaire, un "petit candidat" ne peut pas faire perdre un candidat important de la même famille politique, comme cela a été le cas lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2002 avec l'élimination de Lionel Jospin,

• il permet aux électeurs de s'exprimer même si aucun candidat ne leur convient. Ils ont toujours la possibilité de tous les rejeter,

• il les incite à s'exprimer honnêtement, sans calculs politiques (vote sanction, vote de rejet, vote par dépit, vote utile),

• il n'incite pas les partis politiques à des calculs stratégiques ou à l'appel au « vote utile », et il est indifférent aux consignes de vote,

• il donne des résultats clairs dans lesquels les votes d'adhésion ne s'additionnent pas avec les votes de rejet ou les votes tactiques (Cf. les 82% de Jacques Chirac au second tour en 2002),

• il permet d'élire le candidat le plus consensuel, le plus apprécié par la majorité,

• c'est un moyen de réduire la frustration des électeurs ainsi que le taux d'abstention,

• si toutes les candidates et tous les candidats obtiennent la mention basse, insuffisant ou à rejeter, une nouvelle élection peut toujours être organisée avec de nouveaux candidats.

En contrepoint, il ne faut pas perdre de vue la nécessité d'une bonne compréhension du système par les électeurs et l'investissement dans des machines à voter fonctionnant avec un algorithme informatique qu'il sera indispensable de pouvoir contrôler.

Proposition n° 5

Soutenir et promouvoir le Fact-checking

L'essor des réseaux sociaux et la multiplication des sources d'information ont fait du fact-checking, c'est-à-dire la vérification des faits, la condition sine qua none d'un débat public de qualité. Les campagnes politiques récentes relatives au Brexit et à l'élection présidentielle américaine de 2016, démontrent plus que jamais la nécessité de renforcer cette pratique (émergence de l'ère de la «post-vérité»[32] et des «alternatives facts»).

Originaire des Etats-Unis, le Fact Checking s'est largement développé ces dernières années. Le rapport de Reuters[33] sur ce sujet recensait en 2016 au moins 34 acteurs dans 20 pays. Pour salutaire qu'il soit, cet accroissement erratique peut poser un problème. En effet, une multitude d'acteurs se réclame désormais de cette pratique. Au-delà des journalistes, les citoyens, les groupes de pression et les institutions politiques en font un usage croissant, ce qui complexifie fortement l'accès du citoyen à une information partiale et objective. Un exemple : le vrai-faux-leem.org site internet de fact-checking dédié à la santé et contrôlé par les entreprises du médicament en France.

67 % des Français sont favorables au fact-checking mais ils sont divisés quant aux modalités de sa mise en œuvre. 33% d'entre eux considèrent que cette pratique doit être systématisée en temps réel, 34 % veulent un renforcement modéré de cette vérification (sans actualisation en temps réel) et 25 % y sont hostiles (8 % sans opinion)[34] selon TNS SOFRES baromètre de confiance dans les médias de 2015.

La question des objets et des acteurs du fact-checking se pose. En effet, le champ du fact-checking tend à se limiter aux dires politiques, alors que sa portée pourrait être utilement élargie. De même, il est encore trop peu réalisé par des citoyens, et sa méthode fait elle-même encore débat (pertinence et limite du vrai/faux). Sans parler de la question suivante : "qui fact-check les fact-checkeurs ?"

Entre les logiciels numériques permettant un fact-checking basique et les experts fact-checkers, il existe une place indispensable pour le citoyen selon deux modalités à minima : d'une part, en collaboration avec les journalistes sur le mode du lanceur d'alerte (fact-checking participatif classique) d'autre part, en contrôle des vérificateurs et pour élargir la portée du fact-checking aux experts médiatiques et aux journalistes eux-mêmes, qui sont restés en marge, pour l'instant, de la vérification, alors qu'ils façonnent eux aussi la réalité politique.

32 Wikipedia « Ere post-vérité » : https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%88re_post-v%C3%A9rit%C3%A9

33 Reuters, « The rise of fact checking in Europe » : http://www.digitalnewsreport.org/publications/2016/rise-fact-checking-sites-europe/

34 TNS SOFRES Baromètre de confiance dans les médias 2015 : https://www.tns-sofres.com/sites/default/files/2015.01.29-baromedias.pdf

Proposition :

- Engager une réflexion nationale et interdisciplinaire sur les méthodes et modalités du fact-checking. Il s'agit ainsi d'unifier les pratiques et de doter ses acteurs d'un bagage réflexif solide en la matière.
- Encourager le mouvement de régulation du fact-checking entrepris à l'échelle mondiale en favorisant la diffusion du code éthique du fact-checking, élaboré le 15 septembre 2016 lors du 3e sommet mondial du FC[35].
- Renforcer le pouvoir de sanction du CSA pour adapter son contrôle à la réalité effervescente de l'information en instaurant un nouveau régime de sanctions graduées (mise en demeure de retrait ou démenti sous 24h des « fausses informations » sous peine d'amende) et rapides en réformant la procédure du référé audiovisuel, réservée aujourd'hui à son seul président.
- Instaurer à l'échelle française et européenne un organisme indépendant chargé de fournir des indications claires sur le niveau de fiabilité des médias. Un comité d'expert et de citoyens pourrait élaborer un indicateur unique agrégé en constante évolution. Il s'agit, dans le principe, d'une « agence de notation des médias » avec comme critère la fiabilité des informations. (cf. liberté de la presse RSF).
- Mettre en œuvre une politique fiscale avantageuse pour les acteurs indépendants souhaitant entreprendre dans le domaine du fact-checking (niche fiscale, crédit d'impôt, taux de TVA, déductibilité renforcée des dons). Sur la dernière décennie, sur les 50 sites de fact-checking créés dans le monde, 1/3 ont disparu ou survivent difficilement (fact-checking ponctuel).

35 « Africacheck, le fact checking à l'épreuve de la transparence »: https://fr.africacheck.org/2016/09/20/ifcn-s-dote-du-mecanism-evaluation/

Proposition n° 6

Promouvoir et tester l'Année de Formation Universelle (AFU)

Jusqu'à 70% des métiers de demain (exercés dans la prochaine décennie) n'existent pas encore. L'année de formation Universelle[36] représente une opportunité pour chacun d'élargir ses compétences dans un ou plusieurs domaines choisis, ce dispositif favorise l'émancipation individuelle et en conséquence le potentiel civique des citoyens.

49 % des personnes en emploi ont accès à la formation professionnelle et cette proportion passe à 27% pour les chômeurs. 68 % des cadres supérieurs et 61 % des professions intermédiaires ont eu accès à la formation professionnelle continue en 2012, contre 37 % des ouvriers et 43 % des employés (sources : chiffres Insee).

Les modalités de l'organisation du travail ont beaucoup évolué : la mobilité professionnelle devient de plus en plus un mode de vie consenti (comme le souligne l'émergence du vocable "slasher" désignant une personne qui cumule plusieurs métiers, autrement dit, une personne "pluriactive") et une source d'opportunités avec le progrès technologique. On compte aussi 100 000 décrocheurs scolaires / an[37].

Proposition :

La Fabrique Spinoza propose de créer une année de formation universelle (AFU) répondant aux caractéristiques suivantes :

- gratuite, universelle, et elle soutenue financièrement par le versement aux bénéficiaires d'une allocation pour permettre la réalisation de leur projet sans mettre en danger leurs conditions de vie,
- mise sur un ancrage territorial en s'appuyant sur l'ensemble des dispositifs existants (Missions locales, Écoles de la 2e chance, agences de Pôle Emploi, micro-lycées). L'AFU vise la modularité et l'accessibilité en joignant présence physique et outils numériques pour permettre un meilleur accompagnement de l'individu. L'AFU offre un environnement soutenant pour un apprentissage optimal.

Les objectifs de l'AFU sont de :

- réduire les inégalités en matière d'emploi et de formation,
- favoriser la mobilité professionnelle choisie et être un catalyseur de réussite,
- favoriser le bien-être au travail et la capacité d'épanouissement des individus.

36 Fabrique Spinoza, « Rapport en faveur d'une année de formation universelle » : http://fabriquespinoza.fr/rapport-faveur-dune-annee-de-formation-universelle/

37 Le Monde, « Décrochage scolaire : le taux de sorties du système sans diplôme en baisse » : https://www.lemonde.fr/education/article/2017/12/08/decrochage-scolaire-le-taux-de-jeunes-sortant-du-systeme-sans-diplome-a-baisse-entre-2011-et-2015_5226450_1473685.html

Proposition n° 7

Valoriser l'expérience démocratique

Le désintéressement supposé des citoyens pour la démocratie s'articule autour d'une crise déjà ancienne de la représentativité et d'un manque de confiance avéré des citoyens envers les élus. Les dispositifs de la démocratie participative, concertations, consultations, conférences citoyennes sont l'occasion d'associer des citoyens à la construction des politiques publiques ou à l'aménagement des espaces partagés. Ces expériences doivent faire l'objet d'une attention particulière et d'une prise en compte transparente et justifiée des avis émis par les citoyens mobilisés.

Comme le rappelle le collectif Démocratie Ouverte et les plus de cent « acteurs œuvrant en faveur de l'innovation démocratique, groupement de gilets jaunes, représentants de mouvements écologistes, chercheurs et experts de la démocratie participative, et acteurs de la société civile. » dans une lettre ouverte adressée au Président Macron le 23 janvier 2019[38] à propos du Grand Débat National *«il nous semble indispensable qu'un engagement politique clair et fort soit pris sur le débouché concret des propositions qui émergeront, avant même de savoir ce que seront ces propositions. »* Cela doit s'appliquer à l'ensemble des dispositifs démocratiques.

Proposition :

- **Reconnaître la voix citoyenne exprimée dans les dispositifs participatifs :** Il est temps que la loi reconnaisse l'importance des avis citoyens après avoir rendue obligatoire leur consultation pour toutes les politiques à fort impact local ou social. La démocratie tendrait vers un équilibre réel entre le pouvoir citoyen et celui des élus si les citoyens avaient la garantie que leur implication est respectée et entendue.

  Nous suggérons de commencer par la reconnaissance absolue : chaque dispositif de concertation, de consultation, chaque jury citoyen, conférence citoyenne, doit voir ses résultats portés à la connaissance de tous les services concernés, intégrés dans la décision politique finale, sinon faire l'objet d'un retour et d'une justification publique des décisions finalement prises par les élus.

- **Rendre accessibles les avis citoyens :**

  Chaque avis, chaque recommandation, chaque réserve des comités de citoyens constitués autour doivent être archivés et accessibles, associés à l'ensemble des documents utiles à la réflexion et au débat. Ces données doivent être communiquées et valorisées auprès des journalistes. Un citoyen doit pouvoir accéder aux comptes-rendus des dispositifs participatifs conduits sur son territoire et en France, les consulter et les diffuser.

- **Reconnaître la valeur du dispositif démocratique pendant sa réalisation et non en fonction de ses résultats**

38 Blog Démocratie Ouverte, « Lettre ouverte au Président de la République » : https://democratieouverte.org/blog/lettre-ouverte-au-president-de-la-republique-reussir-le-grand-debat-national-pour-un-nouveau-souffle-democratique

Chaque avis citoyen doit être suivi d'un temps de débat avec les commanditaires de celui-ci, et d'une restitution officielle aux services mobilisés.

Chaque dispositif participatif lié à des services représentés par une organisation doit mobiliser en écho les membres de cette organisation (villes, départements, ministères), non seulement les experts et les opérationnels, mais, à une échelle plus large, ses employés.

Pour exemple, l'organisation d'une conférence citoyenne consacrée à la végétalisation en ville doit aussi être l'opportunité pour une direction des espaces verts de mobiliser ses collaborateurs en sollicitant leurs idées et leurs propositions qui s'intégreront aux réflexions des experts sollicités comme autant de ressources.

La participation commence avec le débat.

Proposition n° 8

Considérer la connaissance comme un élément clé de tous les dispositifs participatifs et de la citoyenneté en général

L'éducation civique fait défaut aux enfants mais aussi aux adultes. Il paraît important de mettre à disposition des citoyens des ressources permettant d'éclairer les débats publics et sociaux, et notamment le rôle, le fonctionnement, le pouvoir et l'articulation des niveaux européen, national et territorial. C'est ce même argument de la méconnaissance qui est utilisé par les élus et les administrations pour justifier l'absence de dialogue avec les citoyens sur une question technique d'aménagement ou de société.

L'amélioration des connaissances sur le fonctionnement d'un territoire, sur un sujet de société complexe, ses enjeux et les interrogations soulevées est une condition de la co-construction qui s'ajoute à la compétence d'usager d'un service ou d'habitant d'un quartier.

Proposition :

- Chaque territoire doit **organiser et diffuser une présentation de l'ensemble des ressources de la participation citoyenne à ses usagers**. L'objectif est que chaque citoyen s'approprie et diffuse les ressources de la participation démocratique en résonance avec la proposition précédente de valoriser ces actions.

- **Il faut constituer une documentation générale de référence mise à disposition des citoyens mobilisés en amont et pour toute la durée du dispositif.** Chaque programme de formation associé à un dispositif participatif, par exemple dans une conférence citoyenne, doit faire l'objet d'une réflexion anticipée et mobiliser de l'ensemble des parties prenantes d'un sujet, de ses acteurs, de ses instances.

- **Chaque dispositif associant experts, agents, élus et citoyens doit développer les conditions d'émergence de l'échange et de la construction de la pensée collective.** Des formes déjà utilisées dans l'innovation publique peuvent être appliqués aux dispositifs participatifs : ateliers d'intelligence collective type world café, des temps de rencontre avec les acteurs, les experts, les élus. Les Mooc développés de façon indépendante et collaborative par l'Université des colibris ou par l'Université du Nous dédiés à la démocratie de demain, à la gouvernance partagée démontrent une appétence citoyenne pour la connaissance et sont suivis par des milliers de personnes qui testent des méthodes d'apprentissage innovantes et inspirantes. Et pourquoi pas des formations "certifiantes" en termes d'action civique qui valoriseraient la capacité de porter des projets, d'appréhender des sujets complexes, de diffuser et de coordonner une parole collective ?

Proposition n°9

Mettre en place une Assemblée citoyenne tirée au sort avec un mandat impératif relatif aux propositions du Grand Débat National

Parce que nous observons que la professionnalisation de la Ve république restreint le champ des voix citoyennes, afin que la politique ne soit pas réservée à des spécialistes et qu'elle redevienne l'affaire de tous, nous soutenons la proposition formulée et largement partagée par les acteurs de l'innovation démocratique du lancement d'une assemblée citoyenne qui serait tirée au sort.

Comment répondre à la crise de la démocratie représentative actuelle sans remettre en question son fondement ? En injectant la démocratie directe comme expression des voix citoyennes.

Le tirage au sort en démocratie est une méthode déjà éprouvée : initiée par les Grecs au VIe siècle avant J-C, puis utilisée à Venise, Florence, et en Aragon pour ce qui est de l'Europe, comme le raconte Yves Sintomer[39]. *« Si Athènes ne supprima pas les luttes entre individus et groupes sociaux défendant leurs intérêts, qui ont existé de tout temps, elle inventa la politique, au sens d'une discussion publique institutionnalisée des bonnes ou mauvaises lois et grandes décisions collectives (à commencer par celles qui régissent l'équilibre social dans la cité. Elle se refusa en outre à professionnaliser la politique la considérant comme une activité à laquelle chacun peut et doit participer. »*

Le tirage au sort entend la prise en compte des droits et devoirs de tout citoyen (être indemnisé et protégé pendant le mandat attribué) et surtout une véritable égalité des chances en matière d'accès à la responsabilité partagée du bien commun. Le tirage au sort témoigne également de la confiance accordée au peuple, par et pour celui-ci. « *Avancer que les électeurs ne se déterminent pas tous de la même manière, et que certains n'ont pas d'opinion sur les enjeux qui leur sont soumis est, au sens fort, une forme d'hérésie qui ne peut que susciter l'indignation, l'ironie ou l'indifférence.* » Dit Daniel Gaxie dans son article « Le Cens caché »[40] dans lequel il décrit comment les compétences politiques citoyennes, notamment celles des jeunes issus de classes populaires sont niées par le système représentatif actuel. La compétence politique des citoyens est pourtant prouvée par l'exemple dans les milliers de dispositifs de consultation qui ont été mis en place ces dix dernières années que, si l'on donne aux citoyens les moyens de s'informer, de discuter avec des experts, leurs décisions sont tout aussi efficaces et pertinentes que celles que des élus auraient pu prendre à leur place. L'expertise technique n'est pas à opposer à l'universalité de la compétence politique, chacun est habilité à traiter des affaires de la cité, de la société.

Il est évident que des citoyens tirés au sort et acceptant la charge d'une telle mission de représentation doivent bénéficier d'une formation adéquate non seulement centrée sur le fonctionnement des organes législatifs et exécutifs, mais aussi sur les thématiques auxquelles ont leur demande d'apporter un avis. Les membres de l'assemblée citoyenne

39 Yves SINTOMER, « Petite histoire de l'expérimentation démocratique, Tirage au sort et politique d'Athènes à nos jours », La Découverte poche, Paris, 2011.

40 Daniel GAXIE, « Le Cens caché », 1987, https://www.persee.fr/doc/reso_0751-7971_1987_num_5_22_1237

doivent pouvoir accéder au même niveau d'information, de recherche d'informations et d'assistance dans ces domaines que les élus.

En parallèle, les innovateurs démocratiques et les mouvements citoyens ont initié ou se sont appropriées des techniques intéressantes pour poser les conditions d'un dialogue et augmenter son effet sur le collectif. Qu'il s'agisse des techniques de Communication Non violente, utilisées par exemple par Greenpeace ou dans le mouvement des colibris, de formats permettant l'émergence de l'intelligence collective (les world cafés, les hackathons), ou simplement d'appliquer unilatéralement les règles de l'esprit critique, il est clair que la société civile a autant à apporter aux conditions du débat qu'aux contenus.

Assemblée Citoyenne tirée au sort et mandat impératif :

Les formes et les prérogatives d'une Assemblée Citoyenne tirée au sort ont de multiples interprétations. Pour certains, elle devrait remplacer le Sénat, pour d'autres, elle est spontanément mobilisée pour porter la parole citoyenne au nom de la société, comme le préconise Démocratie Ouverte dans sa lettre ouverte au président co-signée par plus de 100 acteurs de l'innovation démocratique : *« Ainsi, pour garantir la crédibilité et l'intérêt de la démarche, nous recommandons la mise en place d'une Assemblée citoyenne tirée au sort, représentative de la société, chargée de faire des propositions donnant lieu à un référendum à choix multiples. Les débats de cette assemblée seraient filmés et retransmis en continu. »*[41] L'assemblée citoyenne disposerait donc d'un mandat impératif[42], dont le projet serait de formuler des propositions à partir des synthèses du Grand Débat National afin de les soumettre à un référendum.

Proposition :

L'expérience d'une assemblée citoyenne tirée au sort est à faire ! Nous soutenons l'initiative et l'appel de Démocratie Ouverte, publié dans une proposition globale de sortie de crise dans le contexte des Gilet Jaunes en décembre 2018[43], soit

- une assemblée de citoyens tirés au sort et rétribués parmi les différentes parties prenantes (citoyens, élus, représentants des corps intermédiaires),
- une médiatisation forte et une transparence totale des travaux et des débats d'idées,
- l'Assemblée citoyenne a pour mission d'examiner les propositions issues du Grand Débat National et de les explorer par la formation, l'information, l'échange avec des experts en vue de co-construire un projet de réforme des institutions,
- tout citoyen peut faire des propositions d'amendement et de modification via une plateforme dédiée,
- des rencontres et débats sont organisés régulièrement avec les membres de l'assemblée citoyenne pour expliquer les choix et les orientations prises.

---

41 Démocratie Ouverte, « Lettre ouverte au Président de la République », https://democratieouverte.org/blog/lettre-ouverte-au-president-de-la-republique-reussir-le-grand-debat-national-pour-un-nouveau-souffle-democratique

42 La toupie, définition du mandat impératif : http://www.toupie.org/Dictionnaire/Mandat_imperatif.htm

43 Démocratie Ouverte, « Gilets Jaunes, comment sortir démocratiquement de la crise? » : https://democratieouverte.org/blog/gilets-jaunes-democratie

Proposition n°10

Impulser la réflexion autour d'un indicateur du pouvoir d'agir citoyen

Le nécessaire développement des expérimentations démocratiques implique que soient observés et critiqués autrement les dispositifs. Ce n'est pas le nombre de citoyens interrogés mobilisés ni même la quantité de dispositifs qui est en jeu, c'est leur qualité en matière d'empowerment et leur portée partenariale, la décision co-construite, ou ce qui est fait de la voix citoyenne qui compte.

L'évaluation des politiques publiques fait débat depuis longtemps déjà : que mesure-t-on quand on mesure les effets d'une politique publique ? Comment quantifier la prise en compte des « savoirs d'usages » des habitants ? Quels sont les impacts sur le territoire, la société ? Comment et pourquoi la décision prise tient compte de l'intérêt commun ? L'évaluation peut contribuer à légitimer les dispositifs de participation citoyenne et donner une vision plus fine de leur efficacité en les réadaptant si nécessaire. Cette évaluation des politiques publiques est généralement réalisée par ses parties prenantes, institutions sollicitant un regard, un avis, des voix citoyennes, ou, quand elle est de nature plus critique, par des « observateurs de la démocratie » (chercheurs en sciences humaines, militants, associations, mouvements). Les critères choisis sont mesurables sur les plans quantitatifs et qualitatifs, en plus d'être propres à chaque dispositif et à chaque politique concernée.

La construction d'un indicateur centré sur les effets vertueux des processus participatifs sur les citoyens permettrait d'engager une réflexion ouverte sur les transformations individuelles et collectives de l'expérience démocratique. Dans un article intitulé « Participer, pour quoi faire ? Esquisse d'une sociologie de l'engagement dans les budgets participatifs»[44] Alice Mazeaud et Julien Talpin déterminent quatre registres de motivation des personnes investies dans la conception de projets défendus dans le cadre du budgets participatifs. Un des motifs est l'enrichissement cognitif. Quels que soient les dispositifs participatifs et leur nature, ils ont en commun d'ouvrir l'administration (agents et élus) aux citoyens, d'engendrer un partage de questionnements, de donner à voir les actions menées souvent dans l'ombre. Souvent, les citoyens sollicités découvrent la complexité des sujets, l'imbrication des pouvoirs des parties prenantes, l'engagement des pouvoirs publics sur le terrain et ses limites. Ils vivent de l'intérieur le débat et la recherche collective du bien commun.

En combinant des données objectives (nombre de dispositifs, d'événements, nombre de participants) à des données déclaratives (évaluation menée en fin de processus participatif auprès des participants) et à une mesure de la prise en compte des résultats du dispositif dans la mise en œuvre politique, on obtient déjà des critères intéressants à conjuguer.

Toutefois, le pouvoir d'agir des citoyens ne relève pas que de la participation citoyenne, loin de là. L'indicateur pourrait aussi tenir compte du nombre de projets portés en partenariat entre instances territoriales et associations, du nombre de débats, du nombre de rencontres axées sur les questions sociales organisés dans des espaces publics ou subventionnés. Enfin, cet indicateur pourrait inclure le nombre de sollicitations et d'avis émanant de collectifs citoyens émis directement auprès des élus ou des instances. Les travaux réali-

---

44 MAZEAUD Alice, TALPIN Julien, « Participer pour quoi faire ? Esquisse d'une sociologie de l'engagement dans les budgets participatifs ». Revue Sociologie 2010/3 (Vol. 1), p. 357-374. DOI 10.3917/socio.003.0357 Disponible sur < https://www.cairn.info/revue-sociologie-2010-3-page-357.htm>

sés par les conseils de développement, les conseils citoyens, les conseils de quartiers seraient considérés au même titre.

L'idée d'assembler et de tenter de mesurer des initiatives citoyennes spontanées ou ancrées aux dispositifs de participation mis en place par les instances peut sembler complexe, mais nous faisons confiance à l'intelligence collective. Et c'est justement la confiance réciproque entre élus et citoyens qui pourrait être renforcée par l'observation simultanée des pouvoirs partagés, des décisions co-construites, des connaissances générées pour les participants, et des projets aboutis. Et avec la confiance, la transparence démocratique, la vitalité de l'engagement citoyen, la relation entre le peuple et les élus…

Proposition :

Nous souhaitons mobiliser les acteurs de l'innovation démocratique, les think-tanks et associations investies dans l'observation de la démocratie en vue d'inaugurer une réflexion sur ce que pourraient être les critères à retenir dans le projet d'un indicateur du pouvoir d'agir des citoyens. Cette réflexion développera les premiers critères proposés ci-après et ceux à venir, leur pertinence, leur possible mesure :

- du nombre d'actions menées par les conseils de Quartier, conseils citoyens, etc...
- du nombre de dispositifs et de participants déclarés, des conditions de leur participation, des temps consacrés aux dispositifs,
- du nombre d'associations investies dans des projets territoriaux, du nombre de projets réalisés en partenariat,
- des suites données aux résultats des dispositifs par les instances (poids dans la décision finale, diffusion de l'avis aux élus et agents des territoires, arguments des choix arbitrés par les élus),
- des connaissances et informations mises à disposition des citoyens mobilisés dans les dispositifs (Temps de formation, supports, nombre et représentativité des experts mobilisés),
- d'évaluations qualitatives conduites à postériori auprès des citoyens participants en vue d'améliorer constamment les dispositifs.

Remerciements

Un document coordonné par Gaëlle Assier avec les contributions de Paul Brans, Laure Célier, Mathilde Crépel, Benjamin Dourdy, Michèle Dhaussy, Fabien Guyot, Alexandre Jost, Saphia Larabi, Nicolas Leberre, Julie Madon, Virginie Mariot, Marianne Mercier, Mathilde Moch, Augustin Roncin, Julien Triger, Jérôme Vauselle, sans compter tous ceux avec qui nous avons échangé au cours des rencontres et ateliers.

Pour en savoir plus sur les engagements de la Fabrique Spinoza en faveur du réenchantement citoyen :

Le groupe « Bonheur et Démocratie » est lancé à la Fabrique Spinoza :

En 2016, des citoyens inspirés par l'idée d'un possible « bonheur citoyen » se mobilisent et entament une réflexion autour de la démocratie au sein de la Fabrique Spinoza. Ils listent les thèmes et sujets de réflexion et esquissent les projets qui seront portés par les citoyens et accompagnés par les passeurs de la Fabrique dans les deux années suivantes. En 2019, ce groupe se rebaptise « Réenchantement citoyen » et s'associe au groupe « Bonheur et Fraternité » pour un meilleur impact des actions futures.

Le labo de la fraternité :

Indignés par les attentats et attentifs aux mobilisations citoyennes, nous prenons part dès 2016 à la réflexion collective sur la fraternité lancée par une tribune[45] destinée à mobiliser toutes les structures intéressées pour créer un baromètre de la fraternité et raviver la noblesse de cette idée précieuse pour la démocratie et la citoyenneté.
L'appel de 100 personnalités pour valoriser la fraternité, troisième pilier républicain, co initié par Coexister, Fabrique Spinoza, Fraternité Générale, Kawaa, Pacte Civique, SINGA, et Unis-Cité est lancé le 16 mai 2018.

> « Intellectuels, entrepreneurs, artistes, militants associatifs, responsables religieux, représentants politiques, citoyens, nous partageons cette conviction non seulement comme une idée commune, mais surtout comme une pratique à transmettre et une méthode, une politique à développer. Pour redonner toutes ses lettres de noblesse à la Fraternité, commençons par entendre et faire entendre que notre immense diversité construit aussi notre profonde unité. Être fraternels en citoyenneté implique de ne pas choisir entre le commun et le singulier, entre l'identité et l'altérité. Car la France est à la fois une et plurielle, à la fois unie et diverse. Afin que la Fraternité ne reste pas un vœu pieu, 12 organisations ont impulsé un collectif, le Labo de la Fraternité, pour étudier l'état de la cohésion en France et promouvoir leurs solutions et celles des citoyens. Fondé il y a deux ans au lendemain des attentats, le Labo a décidé de publier chaque année, le 16 mai, un baromètre inédit pour mesurer l'état du lien social en France. »

45 Labo de la fraternité, Tribune, l'appel de 100 personnalités pour une fraternité nationale et universelle : https://www.labodelafraternite.fr/home/2149/tribune

Propositions pour l'élection présidentielle de 2017 :

En mars 2017, la Fabrique Spinoza publie 15 propositions[46] positionnées sur ses trois axes de réflexion autour de la notion de bonheur déclinée dans les domaines de la démocratie, du travail et de l'éducation. Ces premières propositions sont largement inspirées des réflexions entamées en 2016.

Travail :

Les propositions liées au travail s'articulent autour de la nécessité de poser les fondements d'une meilleure qualité de vie au travail. De nombreuses actions de la Fabrique Spinoza en faveur du bonheur au travail témoignent à la fois de la pertinence des propositions mais également des besoins existants au sein des entreprises françaises[47]. Le succès de l'Université du Bonheur Au Travail[48] marque aussi l'importance du développement des réflexions et des expériences dans ce domaine. La Fabrique Spinoza suggère de favoriser la prise de conscience du rôle du management, en sensibilisant les cadres à la qualité de vie au travail, notamment par le biais de la création d'un ordre du management. L'instauration d'une obligation légale d'évaluation du bien-être des salariés est encore aujourd'hui d'une criante actualité. Les études produites sur les grandes entreprises où il fait bon travailler associent des critères matériels et organisationnels à des critères individuels liés aux valeurs partagées et aux opportunités d'évolution, mais ces études ne sont pas conduites dans les PME qui constituent pourtant la majeure partie du tissu économique (précisions : les petites et moyennes entreprises incluent les micro entreprises et représentent certes 99,9% des entreprises, mais 49% des salariés en « équivalent temps plein »[49][50]). Pour la Fabrique Spinoza, la mise en place d'une année de formation universelle est une suggestion forte qui permet d'agir sur l'orientation et la réorientation quand elle s'avère nécessaire, sur l'adaptation des compétences et l'épanouissement intellectuel offrant ainsi des compétences plus diverses et solides à tous les employeurs.

Education :

Concernant le domaine de l'éducation, la fabrique Spinoza appelle à favoriser la confiance et l'épanouissement dans le monde éducatif [51]. D'une part en renforçant la place de la pédagogie dans le système éducatif, c'est-à-dire en développant la formation des enseignants mais également en s'ouvrant à la pédagogie positive et à l'innovation pédagogique au sens large. L'intégration d'une évaluation du bonheur des enseignants et des étudiants et élèves est souhaitable, les lieux d'enseignements étant les premiers espaces d'expérience collective pour la plupart des individus.

---

46 Fabrique Spinoza, « 10 propositions en faveur du bonheur citoyen » : http://fabriquespinoza.fr/bonheur2017-propositions-presidentielles-bonheur-citoyen/

47 Jean-Baptiste DUVAL, Huffington Post, « Les 25 entreprises françaises qui offrent les meilleures conditions de travail, selon Glassdoor », https://www.huffingtonpost.fr/2016/12/06/les-25-entreprises-francaises-qui-offrent-les-meilleures-conditi_a_21621766/

48 Site de l'Université du Bonheur au Travail : http://ubatx.org/

49 Chiffres et informations PME en France : https://www.economie.gouv.fr/cedef/chiffres-cles-des-pme

50 PME Statistiques INSEE : https://www.insee.fr/fr/statistiques/3639475?sommaire=3639594

51 Fabrique Spinoza, page Bonheur et éducation : http://fabriquespinoza.fr/presentation/themes-travail/education-bien-etre/

Démocratie :

En matière de démocratie, la Fabrique Spinoza se positionne clairement en faveur d'une démocratie ouverte, en abordant la question du sens de la démocratie représentative, de ses relations avec les citoyens et en prenant le parti d'un ré-enchantement via la participation citoyenne éveillée, encapacitée. Cinq propositions concrètes orientées vers l'expérimentation pour l'innovation démocratique associent des outils (une plateforme gouvernementale dédiée à la vie citoyenne, le renforcement des conseils citoyens déjà encouragé par la loi mais encore peu effectif), à une systématisation des échanges (la création d'un réseau permanent d'agoras citoyennes, la réflexion autour de modes de scrutins nouveaux et, en l'occurrence, le scrutin dit « au jugement majoritaire », la diffusion des méthodes élémentaires de fact-checking, indispensables à la transparence).

L'Observatoire du Renouveau Démocratique :

En 2017 toujours, la Fabrique Spinoza publie une note présentant l'intérêt du scrutin au jugement majoritaire et rejoint l'Observatoire du Renouveau démocratique[52] orchestrée par le think tank Synopia, et qui rassemble dix think-tanks et associations qui militent en faveur d'un réflexion ouverte sur les modes de gouvernance : L'Institut de Recherche sur la Gouvernance (IRG), le Cercle Spiridion, Parrainer la croissance, L'association VB pour la reconnaissance du vote blanc, l'observatoire de l'ubérisation, Politiqu'elles, Citoyens du vote blanc et Libr'acteurs.

À l'initiative de Synopia, le 12 avril 2017, 125 personnalités lançaient un appel en faveur d'un **Grenelle de la démocratie**, et le 2 mai 2017, une lettre ouverte était adressée au candidat Emmanuel Macron. Ces deux textes, publiés par le journal l'Opinion, mettent l'accent sur la nécessité de «refaire la démocratie» et recommandent la tenue rapide d'un «Grenelle de la démocratie». Dans le prolongement de cet appel, Synopia et ses partenaires, forts de leur expertise, ont décidé de renforcer leur mobilisation en fondant **l'Observatoire citoyen du renouveau démocratique**. Indépendant et non partisan, l'Observatoire se fixe 4 grandes missions :

- collecter et analyser les propositions qui seront faites par le gouvernement, et par le Parlement, dans le domaine du renouveau démocratique.
- analyser et apprécier l'évolution des pratiques de gouvernance de l'État.
- être une force de proposition, car le renouveau démocratique se fera dans une dynamique de co-construction, en lien avec les nombreux acteurs engagés dans cette voie.
- promouvoir l'idée d'un Grenelle de la démocratie, afin que la métamorphose de notre démocratie soit menée de la façon la plus complète possible.

Les membres de l'Observatoire se proposent d'agir pour fédérer les énergies, dans un esprit de « bienveillance » et au service de la « vitalité démocratique » de notre pays. La première publication de l'observatoire du renouveau démocratique, « Quelle réforme du Conseil économique, social et environnemental ? »[53].

52 Fabrique Spinoza : « Lancement de l'observatoire du Renouveau démocratique » : http://fabriquespinoza.fr/lancement-de-lobservatoire-renouveau-democratique/

53 Fabrique Spinoza « Quelle réforme du Conseil économique, Social et Environnemental ? » http://fabriquespinoza.fr/wp-content/uploads/2018/07/Rapport-CESE-2017.pdf

Le Petit manuel du citoyen ré enchanté :

En 2018, la valorisation des initiatives citoyennes à travers une incitation ludique à la découverte des tendances citoyennes de chacun est illustrée dans l'élaboration du Petit manuel du citoyen ré-enchanté. S'adressant à tous les néophytes de l'engagement civique, ce manuel compile les grandes notions liées à la citoyenneté, quelques tendances fortes de l'engagement citoyen et de nombreuses références associées, le tout à partir d'un quizz ludique pour découvrir sa tendance et surtout, de nombreuses initiatives.

Télécharger le Petit manuel du citoyen réenchanté

Accéder directement au quizz "Quel citoyen êtes-vous?"